

Unité

Le journal des jeunes de Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme
"La Jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

Editorial

Face à une droite libérale une gauche décomplexée !

Le 6 mai dernier Nicolas Sarkozy candidat d'une droite dure et libérale est devenu le 6ème Président d'une Vème République pourtant en crise... la gauche a perdu sa troisième élection présidentielle de suite après 1995 et 2002... Pourtant la gauche aurait dû et pu gagner contre Sarkozy !

Depuis 2002, les rapports de forces sociaux et politiques dans la société française étaient favorables à la gauche. Les gouvernements Raffarin puis Villepin n'avaient pas pu mener une politique tatchérienne autant qu'ils l'auraient souhaité tant le mouvement social a résisté et lutté... Deux grèves quasi générales en 3 ans, des millions de salariés mobilisés pour la défense de la retraite solidaire par répartition et contre les fonds de pensions en avril-mai 2003, toute une génération vent debout contre le CPE et la précarité et défendant aux côtés des travailleurs le code du travail et faisant reculer et trembler le gouvernement sur ses bases en mars-avril 2006... Tout cela mettait au centre des débats la question sociale sur laquelle la gauche et les socialistes ne devaient faire qu'une bouchée d'une droite au service du MEDEF et des actionnaires.

Refus massif du libéralisme et de la précarité dans la rue en 2003 et 2006 mais aussi insurrection électorale contre la droite et le gouvernement Raffarin aux régionales et européennes de 2004 et contre le traité constitutionnel européen pourtant soutenu par tout l'appareil étatique et médiatique de la bourgeoisie en 2005, le mouvement social nourrissait la victoire des forces de gauche et devait, selon certains dirigeants socialistes conduire à une victoire mécanique en 2007. Pendant la campagne électorale elle-même, les luttes sociales ont continué, chez Citroën à Aulnay pour les salaires, à Airbus contre les licenciements boursiers...

La question sociale a été au cœur des débats électoraux et c'est la droite qui l'a emporté et qui s'est adressée aux salariés de ce pays en leur parlant pouvoir d'achat et salaires... Au "travailler plus pour gagner plus", nous aurions dû répondre

"travailler moins pour travailler tous" et "réduire leurs profits pour gagner plus". Quand il aurait fallu être extrêmement offensifs et clairs sur la question du travail, le projet du PS et le pacte présidentiel restaient dans le vague et le flou! Jamais le pacte présidentiel n'a été débattu, amendé et adopté par les adhérents du PS, jamais il n'a (suite page 2)

Juin
2007
Numéro 4

Sommaire:

Page 1: Face à une droite Libérale, une gauche décomplexée,
par **Julien Guerin.**

Page 2/3: Analyse de l'élection présidentielle,
par **Ernest Simon.**

Page 4: «Droitisation» de la société ou refus des directions de Gauche de mener le combat ?, par
Jean-François Claudon.

Page 5/6: Le PS et l'élection présidentielle, Bilan et perspectives, par
Laure Jinguot.

Rosa Luxemburg +

Analyse de l'élection présidentielle 2007

(Suite de la page 1) défendu clairement le partage et la redistribution. Jamais on a entendu dire clairement que la France était plus riche que jamais et que les entreprises du CAC 40 se portaient à merveille ! C'était pourtant à la gauche d'aller dans les usines parler aux travailleurs de leurs salaires, de leurs conditions de vie et d'évoquer les grandes figures du mouvement ouvrier !

Pourtant, malgré ses faiblesses la gauche est parvenue à rassembler plus de 17 millions de suffrages au second tour... cela signifie qu'à une échelle de masse les jeunes et beaucoup de salariés ne voulaient pas de Sarkozy, oui le second tour c'était Neuilly contre Clichy, oui c'était classe contre classe mais la gauche n'a pas su mobiliser son camp pour gagner.

La droite a gagné en s'assurant, en ayant un projet clair et précis et tout simplement en étant elle-même ! Désormais face aux liquidateurs de mai 68, aux serviteurs zélés du MEDEF, aux amis de Bouygues et Bolloré soyons plus que jamais le camp du travail qui défend les salariés aussi bien, que Sarko-Fillon-Juppé servent les patrons !

Contre la franchise médicale, la suppression annoncée de la carte scolaire, la remise en cause du droit de grève la gauche, toute la gauche doit résister ! Cela commence par un vote massif pour les candidats de gauche aux législatives ! Tous aux urnes les 10 et 17 juin prochains pour dire non à cette politique et pour construire l'avenir ! Viendra ensuite le temps de la rénovation qui devra s'inspirer des expériences de gauche qui marchent dans le monde... participation populaire, refondation démocratique, réappropriation sociale et partage des richesses... les dirigeants latino américains Chavez, Morales, Bachalet, Lula, Ortega nous montrent chaque jour la voie. Pour nous, refonder une gauche digne de ce nom ce n'est pas en appeler à la social démocratie européenne qui s'est alliée avec la droite en Allemagne et a tourné le dos aux aspirations du peuple de gauche en s'alignant totalement sur l'impérialisme américain en Angleterre... Il faut tourner le dos résolument à ces vieilles recettes du passé !

Jaurès disait "l'histoire enseigne aux hommes la lenteur des grandes taches mais elle justifie l'invincible espoir": à nous de faire vivre l'espoir d'une gauche redevenue elle-même pour changer la vie !

Julien Guérin

Une élection présidentielle est un moment fort de politisation, donc de polarisation de la société. Aussi, pour comprendre les résultats d'une élection, il faut à la fois étudier les processus politiques à l'oeuvre au sein de la population mais aussi le rôle des partis et de leurs leaders car sans organisation dirigeante capable, l'énergie des masses se volatilise comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant, le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur.

Un an avant l'élection, le Parti Socialiste est en position de force : il peut s'appuyer sur des victoires institutionnelles (élections européennes, élections régionales), mais aussi sur des mouvements sociaux (comme le CPE) qui même s'ils n'ont pas toujours été victorieux (mouvement des retraites), ont cristallisé une opposition forte au gouvernement en place. Tout semblait indiquer (même les sondages !) que la gauche ne pouvait pas perdre cette élection. Depuis près de 30 ans, jamais un gouvernement en place n'avait été réélu.

C'est pourquoi la défaite de 2007 est encore pire que celle de 2002. Toujours en décalage avec sa base (mal à l'aise sur les retraites, en conflit sur le Traité constitutionnel européen, timide dans un premier temps sur le CPE), la direction du PS paie aujourd'hui l'addition de ses erreurs et ses fébrilités passées. La campagne n'a, cette fois-ci, pas été polluée par des sujets comme l'insécurité en 2002 : la gauche a perdu alors que la campagne s'est faite autour des grands sujets qui constituent,

en théorie, le coeur de la gauche. La question du travail en est la plus triste illustration. Alors, oui cette défaite est pire que la précédente : le niveau d'adhésion à la candidate et à ses idées en est une preuve accablante : seule la moitié des électeurs aurait voté pour elle, l'autre moitié aurait d'abord voté contre Sarkozy.

La victoire institutionnelle de la droite est-elle pour autant une victoire sociale qui traduirait une droitisation de l'électorat ? Cette lecture navrante de simplicité est des plus accommodantes pour les partisans du néocentrisme, dont les capacités d'analyse sont aussi dynamiques qu'un encéphalogramme plat.

(suite page 3)

page 2) La reprise par l'institut de sondage par BVA de ses enquêtes menées sur ces huit derniers mois dément catégoriquement cette approche. « *Ce document fait un sort à plusieurs idées plus ou moins à la mode parmi les commentateurs selon lesquelles :*

- *La très large victoire de Nicolas Sarkozy prouverait une droitisation de la société française ;*
- *Ségolène Royal a perdu car elle a été « plombée » par le programme économique et social que lui imposait le PS ;*
- *La « centrisation » était et est encore attendue par les électeurs de gauche et c'est pour ne pas l'avoir effectuée assez nettement que Ségolène Royal a perdu.*

L'examen de nos études dément indéniablement chacune de ces trois « analyses ». Il prouve au contraire que la gauche avait toutes ses chances de l'emporter mais qu'elle n'y est pas parvenue en n'assumant pas assez ses mesures et l'orientation idéologique et politique qu'elle induisait. C'est bien l'absence de lisibilité politique de la candidate sur les grands enjeux économiques et sociaux conjuguée à une propension à se « centriser » (entre-deux tours) voire à se « droitiser » (autorité, sécurité et drapeau) en faisant campagne sur les thèmes de son adversaire qui explique le mieux cette déroute.»

Sarkozy a certes mené une campagne de droite dure et revancharde (mai 68 n'a toujours pas été accepté par une partie de la droite !). Sa victoire est d'abord celle de Neuilly contre Clichy. La géographie du vote l'illustre parfaitement et est un marqueur social fort : pour les banlieues, la candidate du Parti Socialiste était l'instrument d'opposition à l'élection de Sarkozy. Mais en même temps, derrière ce clivage marqué, on a bien vu que pour convaincre, Sarkozy a dû ajouter à sa palette une approche plus sociale en posant la question du travail. Ce sujet a trouvé un écho retentissant dans l'ensemble de la société car il revient à poser la question de la reconnaissance de la place de chacun dans la société et des efforts qu'il réalise pour s'y épanouir.

La défaillance idéologique des élus socialistes sur le sujet fut cruelle. S'il y a bien eu un phénomène de droitisation dans cette campagne, ce fut avant tout celui d'une part importante de la direction du PS et avec elle de son appareil.

Cette dernière a profité du « phénomène » Bayrou, dont la campagne fut d'abord une campagne de position, plus que de proposition, pour traiter

cette poussée sondagière comme une force politique constituée, rassemblant sur des bases programmatiques un électorat homogène et cohérent. Pourtant, il s'agissait seulement d'un vulgaire caillot, produit de la décomposition idéologique de la direction du PS, mâtiné d'une couche d'inquiétude soulevée par la personnalité de Sarkozy chez une partie de l'électorat de droite. Il est déplorable de voir un parti se tirer deux balles dans le pied (les appels de Kouchner et Rocard à une alliance avec le centre trois semaines avant le premier tour !), en redemandant une deuxième couche, dans un élan masochiste, en faisant de Bayrou (et non de son électorat) un partenaire, à l'occasion du second tour.

Une campagne présidentielle est un moment fort de polarisation, d'adhésion ou de rejet. Logiquement, nombreux sont les nouveaux venus gonfler nos rangs au sein du parti socialiste à l'occasion de cette campagne. Tout aussi logiquement, la candidate bénéficiait souvent chez ces nouveaux adhérents d'un capital sympathie important car c'est à l'occasion de « sa » campagne qu'ils sont venus nous rejoindre. Il va donc falloir réussir à déconstruire les discours qui viseront à masquer les faiblesses idéologiques de la campagne, sans briser trop durement les illusions des nouveaux adhérents.

A cette occasion, la recomposition de la gauche est plus qu'à l'ordre du jour et d'abord et avant tout au sein du parti socialiste. Unité de toute la gauche du Parti, tel doit être le mot d'ordre ! Au delà des egos, il nous faut donc enfin réussir à réunir dans un bloc, dont la base est déjà très homogène, les différents représentants de la gauche du Parti : Emmanuelli, Hamon, Filoche, Dolez, Mélanchon, Vidalies, Lienneman. Un accord tactique, voire programmatique avec Fabius (sur la base d'un accord a minima) est aussi une question qui se pose.

Le prologue, que fut cette élection, contient tous les éléments du drame : droite dure, décomplexée, néolibérale, autoritaire face à une gauche molle qui perd ses repères. Mais le drame n'est pas encore mis au point. Les socialistes peuvent encore modifier le cours des choses, à condition de s'affirmer comme une force de gauche décomplexée et fière de ses fondamentaux. Dans les moments de doute, dans les moments de crise, il faut toujours revenir aux fondamentaux : Serrons les rangs !

Ernest Simon

«Droitisation» de la société ou refus des directions de Gauche de mener le combat ?

L'élection de Sarko, sur la ligne politique la plus à droite qu'a eu le camp ennemi depuis 1958, fait indubitablement mal à tout le peuple de gauche et à tous les salariés conscients. Les médias en rajoutent et répètent à foison que la victoire du candidat de la Droite et du Medef est « confortable » et va permettre au président « de mettre en place facilement ses réformes ». A l'opposé, en refusant de tirer les leçons de la défaite et de dégager leur propre responsabilité, les différentes composantes de la Gauche nous laissent suggérer que pour imposer une alternative politique, il va falloir être patient... Bref, le thème que l'on retrouve partout, du siège social de Bouygues à la rue de Solferino, en passant par Rouge, c'est celui de la « droitisation » de la société française, brandi en son temps par le stalinisme pourrissant pour expliquer l'incapacité de la gauche à prendre le pouvoir.

Mais aucun militant luttant pour la transformation sociale ne peut tenir réellement ce discours défaitiste. Tout d'abord parce que la victoire de Sarkozy est loin d'être écrasante. Les vieux, qui ont très largement voté pour Sarko par peur de ce que raconte Jean-Pierre Pernaut à 13 h, ne vont pas se bouger pour défendre le premier flic de France en cas d'affrontement social généralisé. Or, toutes les tranches d'âge autres que les personnes âgées ont voté majoritairement pour Ségolène, excepté la génération des 25-34 ans. Si on y regarde de plus près, on voit que ce sont les trentenaires qui ont pesé dans la balance. Rien de plus normal : ils sont ceux qui ont vécu le plus violemment, au début des années 90, l'entrée dans un marché du travail flexibilisé et la crise sans précédent des organisations ouvrières, que les penseurs bourgeois appellent « crise des idéologies ». Mais tous ne sont pas des Golden Boys et ils ne vont pas tarder, dans leur majorité, à se rendre compte de la portée de leur vote. En outre, il ne faut pas oublier que près de trois millions de travailleurs immigrés, quoique travaillant et payant des impôts en France, n'ont pas le droit de vote, mais que leurs bulletins seraient largement allés à Ségo, afin de barrer la route à Sarko. Bref, l'ami de Bolloré est loin d'être majoritaire dans le pays réel, d'où la nécessité de « l'ouverture » au centre et à des personnalités de « gauche », qui ne sont rien d'autre que des aventuriers politiques qui ont toujours défendu le Capital français.

Notamment Kouchner, blanchissant Elf qui a recours au travail forcé en Birmanie... Cette tentative d'Union sacrée derrière une politique de casse social accélérée est la preuve de la faiblesse de Sarkozy.

Pour faire passer ce que les précédents serveurs des classes possédantes n'ont pas réussi à faire passer (remise en cause du droit de grève, casse de la fonction publique, destruction totale des retraites et surtout contrat d'embauche unique), Sarko a besoin d'alliés. Mais Kouchner et Allègre ne feront pas l'affaire et ce sont les directions syndicales qui sont maintenant les objets des travaux d'approche de la Droite...

Sarko n'a pas encore gagné la bataille décisive, qui reste à livrer, que déjà la jeunesse a réalisé ce qui n'a jamais été fait le soir même d'une élection présidentielle. Elle a dit son mécontentement, ses angoisses et sa haine de Sarkozy en remettant en cause la légitimité de son élection, dans le cadre des institutions bonapartistes de la Ve république. Mais, la direction du PS ne trouve rien à en dire. Pire, en brandissant le thème de la

« droitisation » de la société, elle nie la combativité de nombreux secteurs de la jeunesse et du salariat.

N'est-il pas clair que ce qui se « droitise », ce n'est pas la société dans son ensemble (dont les deux composantes essentielles se radicalisent en vue de l'affrontement social à venir), mais seulement les directions des organisations de gauche, politiques et syndicales, qui feront précisément tout pour éviter cet affrontement

ou pour en atténuer les effets ? La direction du PS est en première ligne, elle qui a été incapable de mettre en oeuvre un programme alternatif à celui de la Droite et du Medef. Mais que dire du PCF et surtout de la LCR ? C'est la renonciation du PC à la transformation sociale et à la lutte de classes qui l'a réduit à ce qu'il est : un appareil sclérosé qui ne défend plus que lui-même, c'est-à-dire ses élus et ses permanents. De même, la LCR, par la voix de son ex-candidat, dénonce les violences anti-sarkozy et proposent

aux jeunes pressés d'en découdre avec une journée de vigilance, qui pourrait se tenir en... septembre! Soit après les contres-réformes annoncées par le gouvernement ! La « droitisation » de la société n'est qu'un leurre. Pire, elle est l'argument

des directions du mouvement ouvrier pour tenir les jeunes et les salariés en laisse. En voulant se battre pour défendre les acquis sociaux du siècle précédent, conquis au prix de sacrifices énormes, à commencer par des vies ouvrières contre l'Etat français et

contre les fascistes, nous serions des antidémocrates ? Ou alors des gens qui n'ont pas compris qu'il n'y avait rien à faire ? Les idéaux de droite l'ont emporté dans la société ? C'est faux et archi-faux !

La mobilisation pour l'Europe sociale des peuples et contre le CPE l'a prouvé bien mieux qu'un billet de vote. Refusons le défaitisme !

Nous devons précisément continuer le combat pour un autre monde et pour la République sociale, ici et maintenant! Il n'a jamais été plus décisif qu'aujourd'hui.

J-F Claudon

Le PS et l'élection présidentielle : bilan et perspectives.

La défaite du PS à l'élection présidentielle, dans un contexte de mouvements sociaux importants, suscite de nombreuses interrogations, dont la réponse se trouve ... dans la ligne développée par le PS. Un bilan, même partiel, est dès aujourd'hui nécessaire afin de permettre de dégager au plus vite de nouvelles perspectives politiques.

Une défaite royale due en grande partie à la candidate du PS à l'élection présidentielle.

Si tout comme en 2002, le projet du PS ne défendait pas les véritables revendications de la jeunesse et des travailleurs, Ségolène Royal l'a radicalisé ce à droite. Alors que les récents mouvements sociaux ont montré que les problèmes majeurs des français concernent le droit au travail (bataille du CPE) et la protection sociale (bataille sur la réforme Fillon), Ségolène Royal a privilégié au cours de sa campagne un discours basé sur l'"ordre juste" (absent du programme du PS), les "sécurités durables" et la "démocratie participative": des thèmes récurrents et qui sont entrés en porte à faux avec les attentes de l'électorat du PS. Quand les thèmes sociaux et économiques ont été abordés, les propositions mises en avant sont souvent restées

très floues, n'inspirant alors aucune confiance en ses propos. Alors que Sarkozy menait la bataille avec un discours très libéral, cohérent, fort, charpenté, visant à rassembler son camp sur des bases solides, elle se mettait sur le même terrain politique que Sarkozy avec des sorties déroutantes (drapeau, Contrat Première Chance...), ce qui désorientait son camp. Durant la campagne, le PS ne s'est jamais adressé au PCF pour une rencontre afin de définir ensemble les conditions d'un gouvernement commun. Il n'a mené aucune campagne en ce sens. Le PCF a donc pu poursuivre sa campagne de dénigrement du PS.

Pour les travailleurs, il n'y avait ainsi aucune perspective crédible d'un gouvernement commun à ces deux partis, par

contre le PS passait un accord avec ce vestige du parti bourgeois de la IIIème République qu'est le Parti Radical. La voix était donc ouverte à Royal pour aller plus loin en se prononçant entre les deux tours de l'élection présidentielle pour un accord politique avec le "centre", en réalité avec un parti bourgeois, l'UDF.

Alors, entre un candidat qui fait des propositions et une candidate qui brasse du vent, les indécis ont choisi celui qui proposait des réponses concrètes, dussent-ils y laisser (au moins) leur chemise. Si 75% des chômeurs ont voté pour Royal, seulement 54% des ouvriers ont voté pour elle, et seulement 57% des salariés... tandis que 82% des commerçants et artisans et 67% des agriculteurs votaient pour Sarkozy. 48% des ouvriers, une partie des salariés, un grand nombre de Français dont les idées oscillent n'ont pas vu de différence entre les programmes du PS et de l'UDF, car si elles étaient déjà minces, Royal a, par ses choix politiques et stratégiques, brouillé les lignes politiques et ainsi rebuté une bonne partie de son électorat.

Mais attribuer la défaite du PS à un seul individu ne serait pas juste : Royal est, avec sa propre individualité, le produit de la ligne politique du PS.

En tournant le dos à la jeunesse et aux travailleurs, le PS a préparé la défaite.

Si la ligne programmatique du PS répond très vaguement aux revendications des travailleurs et de la jeunesse, le PS a plus d'une fois refusé l'occasion de construire une véritable opposition à l'UMP, l'UDF et le FN. Loin de remettre en cause sa politique, suite à la défaite de Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, le PS appelait aussitôt au second tour de 2002 à voter Chirac, muselant ainsi pour un temps toute opposition à Chirac, le légitimant avant son élection, alors que ce n'est que par la rupture avec la logique des institutions qu'une véritable opposition aurait pu et du s'organiser. En 2005 le NON l'emportait au référendum sur le traité constitutionnel européen, un NON provenant essentiellement des travailleurs et de la jeunesse, qui désavouait et le TCE et la politique intérieure de Chirac. La perspective de changer de gouvernement, mise en avant par exemple par Emmanuelli qui avait dit que si le Non l'emportait Chirac devait partir,

(Suite de la page 5) fut soudainement oubliée par tous ceux qui tinrent cette position, dès le 29 mai 2005 au soir. Enfin en 2006, alors que le mouvement contre le CPE poussait à la démission du gouvernement Chirac-Sarkozy, le PS ne broncha pas, au contraire Hollande (tout comme Buffet) s'exclama : « attendons 2007 » !

Au sein du PS, l'opposition à la majorité de la direction a également refusé de saisir l'occasion d'en terminer avec la politique de Hollande : lors du référendum de 2005, Hollande et ses proches se trouvaient désavoués, mais Fabius et Emmanuelli qui, avec d'autres, avaient au sein du PS appelé à voter Non, laissèrent Hollande en place. Pis même, Fabius, acceptait sans broncher de se faire virer du Conseil National. Alors que le Non au référendum ouvrait la perspective de renverser la majorité d'Hollande (en demandant par exemple l'installation d'une direction collégiale provisoire à la place du premier secrétaire?), nos éléphants de « gauche » firent l'autruche. Absence de combativité, peur du mouvement des masses,

congrès à préparer en vue des élections ? Il faut donc attendre patiemment le congrès du Mans en novembre 2005, qui débouche sur cette synthèse entre la plupart des « chefs » du Non et ceux du Oui. « Oubliant » les positions

qu'il avait défendu en 2005, Fabius menait en 2006 la campagne interne du PS sur les positions du projet socialiste, issu de la synthèse. La victoire de Royal dans la campagne interne du PS n'est que le résultat de cette politique : le PS au lieu de défendre les intérêts de la jeunesse et des travailleurs a refusé de saisir les opportunités d'aller au pouvoir.. Ceci a permis l'ascension des carriéristes fourbissant leurs armes et mettant leurs bataillons en avant en vue des maroquins ministérielles, et l'opération « Royal » lancée par les médias.

Enfin le mode d'élection, la désignation du candidat, d'un individu par consultation « de la base » est un mode très peu démocratique car il est décalqué sur le système plébiscitaire de l'élection du président de la Vème République.

Mitterrand à juste titre parlait de « coup d'Etat permanent ». Royal s'est installée dans ce rôle de candidat bonaparte, permis par le fonctionnement du PS.

L'histoire du PCF et de la SFIO nous montre que lorsqu'un parti « ouvrier » va trop loin dans la collaboration de classe, il meurt. Demi-tour, gauche ! Oui, mais sur quelle ligne politique ?

Quelles perspectives politiques avant et après les législatives ?

La défaite du PS à l'élection présidentielle trouve sa source principale dans son programme qui, pour l'essentiel, tournait le dos aux revendications des travailleurs et de la jeunesse.

Les élections législatives suivant de peu les élections présidentielles, Sarkozy peut espérer une large majorité de l'UMP à l'Assemblée. Cette nouvelle victoire de l'UMP pourrait être limitée si le PS modifiait clairement son programme sur quelques points décisifs : le CDI pour tous, dès le premier emploi, l'augmentation immédiate du SMIC à 1500 euros net, la revalorisation des salaires, l'arrêt immédiat des suppressions des postes statutaires de la fonction publique, la création de tous les postes statutaires nécessaires; une allocation d'étude, la même pour tous les étudiants, indépendamment du revenu familial, d'un montant permettant de vivre et étudier décemment ; abrogation de la réforme LMD, et de la LOPRI (Loi d'Orientation Pour la Recherche) , refus de la loi cadre sur autonomie des universités; maintien du droit de grève et refus du service minimum. En tout état de cause, mais dans une situation bien difficile après ces élections, la jeunesse et les travailleurs devront se battre et réaliser l'unité sur ces revendications et donc imposer au PS en particulier qu'il les reprenne à son compte.

La question des alliances est inséparable de ces revendications : aucune alliance, aucun désistement pour le centre.

Les propositions de Sarkozy sont en totale contradiction avec les revendications des travailleurs et de la jeunesse. Aucune négociation avec les propositions du gouvernement n'est donc acceptable; mais les directions syndicales déjà discutent sur des réformes qui devraient être rejetées. L'Unef n'a pas l'air de savoir sur quel pied danser avec la réforme annoncée sur l'autonomie des Universités. A l'inverse, il faut et faudra, en tant que militant du PS et syndiqués, combattre contre toute politique de négociation des syndicats, ...qui déjà « discutent » avec le gouvernement.

A partir de ces perspectives politiques de programme et de lutte au sein des syndicats, les socialistes seront à même de commencer à se réorienter, d'aborder les élections législatives en meilleure situation et de permettre à leur camp, celui de la jeunesse et des travailleurs de se rassembler contre le capitalisme.

Laure Jinqout

Journées d'étude : 7-8 juillet 2007 Puy-en-Velay

PROGRAMME

Vendredi 06/07/2007

A partir de 18 h

Accueil des premiers camarades, visite historique et gastronomique du Puy en Velay

Samedi 07/07/2007

9-12 h

Formation : « Le clivage gauche / droite »
par Simon THOUZEAU.
Repas (buffet froid).

14-18 h

Débat : « Analyse des résultats des présidentielles et législatives 2007 »
Introduction par Julien GUERIN

18h 15-19h

Formation : « La guerre d'Espagne »
par Pierre CORTESE.

19h-19 h 30

Accueil des camarades des autres courants « jeunes » du PS et du MJS.

20 h 30 Banquet républicain

Dimanche 08/07/2007

9-12 h

Comment résister et construire à gauche au lendemain de la défaite électorale?

Avec :

Gérard FILOCHE

Inspecteur du travail, animateur de la revue Démocratie et Socialisme.

Vincent PRESUMEY

secrétaire fédéral de la FSU Allier.

Raymond VACHERON

Vice président de la communauté d'agglomération du Puy, responsable local de DS, secrétaire fédéral de la CGT 43

chargé de la formation

Repas (buffet froid).

14-17 h

Tables rondes avec les camarades des autres courants « jeunes » invités.

Inscription

Par téléphone :

Julien Guérin : 06 86 77 99 32

Renaud Chenu : 06 86 89 22 85.

Par mail : unite_journal@yahoo.fr

Participation:

15 euros pour les lycéens et étudiants.

25 euros pour les salariés.

Comité de Rédaction

Renaud Chenu

Ernest Simon

Julien Guérin

Laure Jinquot

Yoann Rouvière

Laurent Johanny

Jean-François Claudon

Juin 2007

Numéro ISSN en cours

Diffusion électronique et papier, 1500 exemplaires

unite_journal@yahoo.fr

www.democratie-socialisme.org